

l'allure générale du débat en matière de tarifs. Le Sénat est plus encore que la Chambre lancé dans le courant protectionniste. Ceux qui comptaient sur lui pour opposer une barrière aux exagérations des tarifs, peuvent donc perdre leurs illusions, d'autant que la majorité de la Chambre, encouragée par l'appui de l'autre assemblée, s'empresse à son tour de franchir une nouvelle étape dans la voie des droits élevés aussitôt que la loi revient du Palais-Bourbon.

La question Lafargue, que le septième bureau étudiait hier, paraît loin de se simplifier. De nombreuses contradictions sont relevées dans les affirmations du député de Lille en ce qui touche sa situation militaire. De plus, la pièce essentielle manque : M. Lafargue est dans l'impossibilité de produire son acte de naissance. Enfin il ne justifie guère d'aucune occasion dans laquelle il ait revendiqué la nationalité française, antérieurement à l'élection.

Dans ces circonstances, la presse ministérielle se prend à espérer que le septième bureau ne pourra pas proposer la validation. Dans ce cas, la question se pose de savoir si une nouvelle élection sera nécessaire, ou si M. Depasse sera proclamé député de Lille, par application du principe que les voix données à un indigène sont nulles. Il y a pour cela un précédent fâcheux, celui de l'élection de Clignancourt, qui a fait de M. Joffrin un député malgré la majorité considérable acquise au général Boulanger. Toutefois ce ne serait pas sans protestations qu'on réussirait à donner un député opportuniste à une inscription électorale, dont la majorité socialiste s'est nettement manifestée.

C'est M. Goirand, député des Deux-Sèvres et avoué près le tribunal de la Seine, qui a été désigné comme rapporteur de la sous-commission du 7^e bureau. En cette qualité, c'est à lui qu'il appartient de diriger l'enquête ouverte sur la nationalité de M. Lafargue. M. Goirand a demandé au garde-des-sceaux et au ministre de l'intérieur communication de tous les documents utiles, tels que l'arrêté d'expulsion du préfet de Bordeaux et l'acte de décès du père de M. Lafargue. Aussitôt ces pièces réunies, la sous-commission sera de nouveau convoquée.

Le télégraphe vous a annoncé le vote des mineurs du Pas-de-Calais sur la grève et le commencement de la cessation du travail. M. Basly, qui s'était rendu à Lens, a lutté énergiquement contre la proposition des grévistes. Mais la question tranchée, il s'est rallié à la majorité des ouvriers, car il déclarait hier à un rédacteur du *Gaulois* qu'il « espérait » bien que les mineurs du Nord suivraient le mouvement.

M. Basly se propose d'ailleurs d'interpeller le gouvernement sur la situation faite aux mineurs par les compagnies, en particulier à propos des caisses de secours et de retraite. Cette intention ne serait différée que si le cabinet demandait au Sénat la mise immédiate en discussion de la loi sur les dites caisses, loi votée déjà par la Chambre, ce qui donnerait aux mineurs une certaine satisfaction.

Une dépêche de Russie publiée par le *Petit Parisien* revient sur le projet de voyage du tsarévitch à Paris, dont il a déjà été question. D'après cette information, cette visite en France aurait un caractère officiel et serait fixée immédiatement après les fêtes du nouvel-an.

Lettre de Berlin.

(De notre correspondant particulier.)

Berlin, 15 novembre 1891.

Le krach des banques juives. — La grève des typographes. — Le service de deux ans. — Le prince de Bismarck à Berlin. — L'incorporation de la banlieue de Berlin. — Les logements ouvriers. — Unification de l'heure.

V. M. — Il est encore, même en Allemagne, bien des personnes sur qui le mal d'Etat ou, si vous aimez mieux, de collectivité, fait l'effet d'un épouvantail, et qui préfèrent s'exposer à tous les maux plutôt que d'avoir recours aux institutions créées par le gouvernement dans l'intérêt général. Nous avons la banque de l'empire, la banque dite *Seehandlung*, et, hors de Berlin, outre les nombreuses succursales du premier de ces établissements financiers, plusieurs banques placées également sous la surveillance de l'Etat. Toutes ces banques acceptent des dépôts, les administrant, expédient par la poste les intérêts échus

aux ayant-droit. Elles sont aussi sûres que chose peut l'être en ce bas monde, et il n'y a pas d'exemple qu'elles aient jamais dû avoir recours au cours forcé ou à d'autres moyens de crédit artificiels.

Dans ces circonstances il semblerait que personne ne dût avoir seulement l'idée de confier ses économies aux innombrables banques plus ou moins juives qui ont surgi à côté des établissements de crédit officiel. Eh bien non. La foule se porte vers ces établissements comme les abeilles vers le sucre, et le moindre sémite n'a qu'à ouvrir boutique pour drainer aussitôt les millions des Aryens. Cela marche quelque temps. Puis survient le krach inévitable et les ruines qui en sont la conséquence. On déplore son aveuglement, on jure de ne plus avoir affaire qu'à la banque de l'empire, puis, l'impression effacée, on retombe dans les errements primitifs.

C'est vous dire que je ne crois pas à la vertu curative des escroqueries des sieurs Hirschfeld, Wolff, Friedlander, Sommerfeld, etc., coupables d'avoir soustrait les dépôts à eux confiés et réduit à la misère pas mal de gogos. Il s'est bien produit cette semaine une certaine réaction. Les gens ont été retirer leurs dépôts des banques juives encore intactes, et les ont peut-être confiés à la Banque de l'Empire. Mais ce ne sera pas pour durer, et je parie que dans six mois, les Israélites auront reconquis le terrain que le dernier krach leur a fait perdre. Il n'y a rien à faire. *Mundus vult decipi*.

Tout aussi fous que les capitalistes allemands sont les ouvriers typographes. Lors de ma dernière lettre, il semblait qu'ils allaient renoncer à se mettre en grève, contre vents et marées, afin de procurer, grâce à la journée de huit heures, du travail à ceux de leurs collègues qui chômaient. Eh bien non : La raison a eu le dessous, et presque partout en Allemagne les compositeurs ont quitté la casse lundi dernier. Qu'est-il arrivé ? Leurs collègues sans ouvrage se sont empressés de combler les places vacantes, et voilà les grévistes pour longtemps sur le pavé. De fait la grève a donc passé à peu près inaperçue et je ne sache que quelques journaux de troisième ordre qui aient réduit leur matière. Et encore je les soupçonne fort d'avoir profité de l'occasion pour faire des économies sur l'impression et le papier.

Je me hâte d'ajouter que le défaut de solidarité des typographes, qui seul a amené le triomphe des patrons, doit être attribué en bonne partie à la maladresse des meneurs : N'ont-ils pas été jusqu'à déclarer, en assemblée publique, que quiconque ne se mettrait pas en grève, perdrait sa part du fonds de la caisse générale de secours des typographes allemands ? Pareille spoliation devait aliéner aux grévistes tous les typographes raisonnables. Il va sans dire, du reste, que les meneurs n'auraient pu mettre leur menace à exécution. Les autorités auraient sans autre mis la caisse sous séquestre et se seraient chargées de l'administrer.

On continue à discuter l'adoption du service de deux ans, au lieu du service actuel qui de fait n'est en moyenne que de deux ans et demi. Les partisans de la réforme — ce sont surtout les radicaux, puis un certain nombre d'officiers — ne paraissent pas s'être rendu suffisamment compte des deux conséquences qu'aurait le service de deux ans : il faudrait recruter un contingent de 50 0/0 plus élevé pour atteindre aux effectifs actuels ; il faudrait aussi augmenter en proportion le chiffre des officiers subalternes et des sous-officiers. Or, ces deux mesures coûteraient gros. L'Allemagne pourrait, il est vrai, mettre sur pied en temps de guerre un million d'hommes de plus. Mais comment transporter, nourrir, diriger et mener à l'ennemi des armées de plusieurs millions d'hommes ? C'est un côté de la question qu'on paraît ne pas avoir suffisamment étudié.

Le service de deux ans aurait pourtant un avantage. Il ferait participer un plus grand nombre de jeunes gens à l'excellente école que constitue l'armée. Ceux qui ne sont pas recrutés dans l'armée permanente et qui sont du reste aptes au service passent, il est vrai, à la réserve générale, et font, en cette qualité, six semaines d'exercice ; mais ce n'est pas un équivalent.

A ce propos un journal faisait observer avec justesse que le service militaire remplace avantageusement les exercices corporels, auxquels

certains pédagogues voudraient donner plus de développement dans nos écoles. En Angleterre, force est bien de laisser une grande place à la gymnastique, à la rame, à la natation, l'armée n'étant pas là pour compléter l'éducation des jeunes Anglais.

A son passage à Berlin, hier, bien qu'il fit un temps affreux, le prince de Bismarck a été l'objet d'ovations enthousiastes aux deux gares où son wagon s'est arrêté quelques minutes. Craignant des accidents ou une interruption du service, les chefs de gare avaient interdit l'accès des quais au public ; les amis de l'ex-chancelier en ont été quittes pour prendre des billets pour la première station. A deux reprises le prince a voulu parler, mais l'émotion lui a coupé la parole. S'il vient occuper son siège au Reichstag, il faut s'attendre à des démonstrations sans fin.

On se préoccupe enfin, en haut lieu, de mettre un terme au fait que les habitants de Berlin, comme ceux de Londres, ne sont pas régis par une seule et même municipalité, mais ressortent d'une douzaine d'administrations communales. On s'apprête en d'autres termes à incorporer par une loi, à la capitale, les communes voisines habitées exclusivement par des Berlinoises. Ces communes avaient en décembre dernier 268,792 habitants, et elles en ont sûrement aujourd'hui 300,000. Leur annexion portera Berlin à deux millions d'habitants. La commune de Berlin est opposée à l'incorporation, à cause des frais qu'elle entraînerait, mais il faudra bien en passer par là.

Conformément à la loi sur les assurances contre l'invalidité, l'Office des assurances s'apprête à consacrer une partie des capitaux qui s'accumulent à la construction de petits cottages pour travailleurs. L'empereur a approuvé le modèle de ces cottages exposé à Berlin par la société *Eigenhaus*. Ce sont de petites maisons de deux pièces qui ne reviennent qu'à 2 ou 3000 marcs.

Les chemins de fer de l'Allemagne du Sud viennent d'adopter, pour le service extérieur aussi, l'heure centrale européenne, c'est-à-dire l'heure du méridien à 15 degrés est de Greenwich. En Prusse cette heure n'est en vigueur que pour le service interne, mais on va suivre sans doute l'exemple du Midi. Les horloges en dehors des gares ne tarderont pas non plus à l'imiter et nous aurons enfin un régime uniforme de l'indication du temps.

NOUVELLES POLITIQUES

— Hier, la Chambre française a adopté le budget de l'agriculture en relevant quelques crédits, et le budget du commerce. Pas d'incident.

— On prête à M. Rouvier, ministre des finances, l'intention de poser sa candidature au siège de sénateur laissé vacant en Seine-et-Oise par la mort de M. Maze.

Les journaux ont également mis en avant le nom du baron Chodron de Courcel, ancien ambassadeur de la République française à Berlin, qui avait déjà été porté au renouvellement de janvier 1891 sur la liste modérée.

Une mésaventure désagréable arrive à M. Boudan, député boulangiste de l'arrondissement de St-Denis. Il est impliqué dans une poursuite intentée à un sieur Bernad pour escroquerie. La Chambre aura à statuer ces jours-ci sur une demande en autorisation de poursuites.

— La liste des candidats ouvriers aux élections municipales de Berlin vient de paraître. Chose étrange, pas un ouvrier n'y figure. Elle comprend, en dehors de deux millionnaires (MM. Singer et Sabor), un médecin (M. Jadeck), un avocat (M. Slashtag), quatre fabricants, six restaurateurs et un maître cordonnier.

— Les journaux berlinois publient quelques nouveaux détails, qui ne manquent pas d'intérêt, sur les ovations qui ont été faites au prince de Bismarck à son passage aux gares de Stettin et de Lehrte. Il résulte de ces renseignements que ces ovations avaient été organisées à l'avance par les amis de l'ex-chancelier, et surtout par ceux d'entre eux qui sont antisémites, comme protestation contre une manifestation hostile que, suivant un bruit qui s'était répandu à Berlin, les juifs de la capitale s'étaient proposés de faire sur le passage de l'ex-chancelier.

A Friedrichshagen, malgré l'heure avancée, une foule nombreuse, composée surtout de la haute société de Hambourg, attendait l'arrivée de M. de Bismarck et lui a fait une réception très chaude. La gare était illuminée. Le prince et la princesse, après avoir salué le public, se sont rendus en voiture au château.

— Les conférences commerciales qui se poursuivent depuis plus de deux mois à Munich entre les dé-

légués de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie sont enfin sur le point d'aboutir. Le marquis di Rudini a annoncé lundi dernier, à Milan, que le traité de commerce italo-allemand était conclu. M. Baross, ministre du commerce de Hongrie, a déclaré lundi à la Délégation hongroise que le traité austro-italien devait être signé le lendemain ; il a ajouté que l'on allait immédiatement procéder à la rédaction définitive du traité austro-allemand, ajourné d'un commun accord jusqu'à la fin des conférences de Munich afin qu'elle pût recevoir éventuellement les modifications nécessitées par les arrangements pris avec l'Italie, et que la reprise des négociations avec la Suisse était imminente.

Le gouvernement austro-hongrois va en outre entamer des pourparlers avec la Serbie, et il espère amener la Roumanie à conclure également une convention avec lui. De son côté, l'Allemagne essaye d'entraîner la Belgique dans son système douanier. Le sort de ces diverses négociations est incertain ; il y a même de bonnes raisons de croire qu'elles se heurteront en divers endroits à des obstacles presque insurmontables. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, déjà liées politiquement, viennent de s'unir aussi commercialement, et que, comme l'observe le *Journal des Débats*, cette nouvelle triple alliance est de nature à faire réfléchir dans les pays où, comme en France, l'exclusivisme des passions protectionnistes doit conduire à l'isolement économique absolu.

— Les Américains vont mettre la main sur Hawaï. Le vaisseau de guerre *Charleston* est parti pour Honolulu, où des troubles ont éclaté ; ce sera le prétexte invoqué pour occuper l'île.

Le budget allemand.

Berlin, 17 novembre.

Le budget de l'empire pour l'année financière 1892-93 se balance par 1,222,416,507 m. aux recettes et aux dépenses. Les dépenses permanentes pour l'armée sont supérieures de 4,338,556 m. à celles de l'année précédente, et les dépenses permanentes pour la marine se sont accrues de 3,248,282 m. Les dépenses extraordinaires s'élèvent pour l'armée à 102 millions 203,822 m., et pour la marine à 32,406,500 marcs. La somme nécessaire pour faire face aux dépenses extraordinaires est fixée à 138,958,822 m., chiffre supérieur de 67,127,994 m. à celui de l'année précédente.

On va lancer un nouvel emprunt de 151,848,822 marcs, dont 148,448,822 m. pour l'armée, la marine et les chemins de fer.

Le ministre des affaires étrangères présente une demande de crédit de 500,000 marcs pour dépenses secrètes.

Un budget extraordinaire, il y a des crédits pour l'acquisition de pièces de shrapnels destinées aux ports, aux fortifications maritimes et aux navires de guerre.

Au Brésil.

Des dépêches de Rio, de source officielle, annoncent que des fêtes brillantes viennent d'avoir lieu à l'occasion du deuxième anniversaire de la proclamation de la République des Etats-Unis du Brésil. Le maréchal Deodoro da Fonseca, président de la République, a passé une grande revue des troupes.

Le président de la République a reçu de nombreux télégrammes de félicitation des gouvernements des provinces, notamment un adressé par le gouvernement de la province de Sao-Paulo.

Les dépêches privées disent exactement le contraire de ces informations plus que sujettes à caution : elles mandent que la population s'est montrée indifférente aux fêtes qui ont eu lieu à l'occasion de l'anniversaire de la République. La situation s'aggrave à Sao-Paulo et les dernières nouvelles de Rio-Grande-du-Sud disent que les insurgés sont maîtres de la situation. Les troupes fraterniseraient avec la population.

INFORMATIONS DIVERSES

— La vente publique du fameux vin des hospices de Beanne (Côte-d'Or) a eu lieu hier. Ces vins appartiennent aux meilleurs crus de Bourgogne : Beanne, Corton, Savigny, Vergelesse, Meursault, Monthélie, Volnay et Pomard. La vente comprenait 44 pièces de vin rouge et une pièce de vin blanc. La moyenne de la « queue » (456 litres) a été vendue 2400 fr. Voici l'appréciation du jury sur les vins de Bourgogne de cette année : « La récolte de 1891 est de belle couleur et de goût parfait. Beaucoup de finesse et de vinosité. Constitution saine et robuste, qui lui assure une grande longévité. »

— Un meeting de l'Armée du salut, tenu à Omaha, dans le Nebraska, en l'honneur de la maréchale Booth-Cliffborn, arrivant de France avec son frère M. Ballington Booth, a été l'occasion d'une scène dramatique. Une nouvelle recrue de l'armée, miss Nettie Biedlar, s'est brisée la cervelle après avoir essayé de tuer, d'un coup de revolver, le capitaine Smith. On suppose que la jalousie est le motif de ce crime.

— Le *Journal d'Alsace* annonce qu'un soldat, incorporé il y a huit jours à un régiment d'artillerie en garnison à Strasbourg, s'est suicidé à la suite de mauvais traitements qui lui auraient été infligés par un sous-officier. Une enquête est ouverte.

— Et vous, Bellet, fit Léo avec une exquise urbanité, vous n'êtes pas marin ?

— Médiocrement, répondit Aristide en souriant avec une parfaite aisance.

— Moi de même ! répliqua le jeune homme en secouant l'eau entrée dans ses manches ; mais, ça m'est égal, au besoin, j'y vais tout de même.

Cécile n'avait plus rien dit, son joli visage était devenu très grave, ses yeux allaient d'Aristide à Léo avec une singulière expression de colère contenue, comme si elle en voulait à son ami de ne pas parler plus franchement. Avec un léger froncement de sourcils elle congédia cependant l'idée importune, et, comme les autres, ne s'occupa plus que des sauveurs.

Le chemin qu'ils avaient à parcourir était long, mais personne ne songeait à l'heure, ni au déjeuner, dont la cloche sonnait vainement dans les hôtels. Le canot, qui semblait à tout moment englouti dans les creux des vagues, reparaisait sur leur crête, de plus en plus petit : la voile tomba, un fin point noir sans cesse perdu aux regards représentait seul les vies de tant d'hommes courageux.

Ils avaient rejoint l'épave et faisaient le tour du rocher.

Dans les groupes, personne n'osait plus rompre le silence. Seul, Bellet commença par deux fois une phrase, mais sa voix résonnait si étrangement à ses propres oreilles qu'il n'osa continuer.

On ne voyait plus rien que l'écueil, noir sur la mer blanchissante ; de grandes gerbes d'écume, lancées par une vague plus furieuse, s'élevaient de temps en temps dans les airs comme un bouquet de feu d'artifice, et retombaient en lourde pluie sur le roc de l'épave, aussi bien que sur le canot de sauvetage.

Que se passait-il derrière ce rocher mobile ? De ceux qui avaient risqué leur vie pour sauver celle d'un autre ? combien reparaitraient-ils tout à l'heure ? En reparaitrait-il même un seul ?

Le cœur de Cécile se serra. C'était une fille de marin, des l'enfance accoutumée à la résignation

— Nouveau sinistre financier à Berlin : l'importante banque Hildesheim est en faillite ; son directeur, M. Meyer, s'est brisé la cervelle.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Militaire. — On prétend que le crédit extraordinaire que demandera le Conseil fédéral s'élèvera à 15 millions. D'après une dépêche de Berne, à la *National-Zeitung* on les emploierait à l'installation de travaux de mines sur les principales routes des Alpes, à l'acquisition de matériel pour les travaux de fortification passagère, à l'acquisition de réserves de céréales, de fourrages et de conserves, enfin aux travaux de défense de la vallée du Rhône.

— Hier matin, a siégé au Palais fédéral une commission présidée par M. le colonel Kunzli pour discuter un règlement sur le service des troupes d'occupation en cas de troubles civils. La proposition de compléter sur ce point les règlements de service a été faite par M. le lieutenant-colonel Buhlmann après le scandale de Lugano.

Congrès. — Comme la conférence interparlementaire de la paix, le congrès de la paix qui vient de terminer à Rome sa peu fructueuse carrière, siégiera l'année prochaine à Berne. C'est beaucoup de congrès pour une seule ville. Espérons qu'ils ne nous feront pas d'affaires et se borneront à faire marcher « l'industrie des étrangers. » Alors, tout sera pour le mieux.

Hygiène publique. — Les « Anciens Helvétiques » du canton de Berne, réunis à Berne le lundi 16 novembre, ont voté une résolution demandant une loi fédérale sur la police des denrées alimentaires.

Consulats. — M. Jules Borel, de Neuchâtel, avocat à Bruxelles, a été nommé vice-consul suisse dans cette ville.

Le Conseil fédéral a donné l'exequatur fédéral à la nomination de M. Ch.-F. Meerwein, comme vice-consul des Pays-Bas à Bâle.

Central. — La Société du commerce et de l'industrie de Bâle-Ville a délibéré hier soir dans une réunion nombreuse sur l'achat du Central. Le colonel Althoff-Vischer a rapporté contre cette opération, et M. Koehlin-Geigy, ancien député au Conseil des Etats, en sa faveur. Le premier a été appuyé par MM. Rodolphe Sarasin et Geigy-Merian, et le second par le conseiller national Speiser et M. Weissenbach, directeur du Central. Les orateurs favorables à l'opération se sont placés principalement sur le terrain de l'intérêt de Bâle-Ville.

Il semble probable que ce demi-canton donnera le 6 décembre une majorité d'acceptants.

Le krach de Winterthour.

Zurich, 17 novembre.

La faillite de la *Kreditbank* ne peut pas être évitée. Le capital-actions de 2 millions et le fonds de réserve de 530,000 francs sont entièrement perdus. Le directeur, M. Manz, a été arrêté ; il s'est d'ailleurs volontairement constitué prisonnier.

Les banques de la place de Winterthour ont décidé de demander au tribunal que la déclaration de faillite soit ajournée et une commission de liquidation constituée, afin que les valeurs actives de la *Kreditbank* puissent être réalisées dans les meilleures conditions possibles.

Il va sans dire que les bruits les plus pessimistes circulent, ce qui est tout naturel lorsqu'on considère que la *Kreditbank* avait surtout sa clientèle dans le petit commerce et la bourgeoisie. Les clients qui ont des dépôts à la banque sont nombreux ; il paraît malheureusement certain qu'ils perdront une partie de leur avoir. Nombreux aussi les petits joueurs et spéculateurs entraînés au jeu de Bourse par le mauvais exemple des grands.

Ce sont les fruits de la *Goldbergerei*, comme on dit couramment ici, de la *Goldbergerei* encouragée par l'appui que lui a prêté l'Etat. La responsabilité de ceux qui ont introduit ce monde-là en Suisse, qui l'ont accrédité officiellement et l'ont grandi en lui ouvrant les portes du Palais fédéral, est très grande ; on objectera sans doute qu'elle est lointaine et indirecte, à supposer qu'elle existe. Un fait est certain, c'est qu'elle est signalée avec réprobation dans toutes les conversations en ces jours de *Katzenjammer* qui, malheureusement, pour un grand nombre, sont des jours de ruine.

Aussi on peut être assuré que la crise qui sévit si intense dans nos cercles industriels et commerciaux n'est pas pour amener des acceptants au scrutin du 6 décembre.

La Banque fédérale fait savoir qu'elle n'a d'autre relation avec la *Kreditbank* qu'un compte-courant pour lequel elle est convertie entièrement.

Quant au *Bankverein* de Zurich, on attend.

A Winterthour, la consternation est générale. C'est un coup terrible après ceux de la *Nationalbank* et du Lloyd. Ce dernier est d'autant plus cruel qu'il atteint de plus petites gens.

héroïque des siens ; elle savait que dans les tempêtes on ne marchande à bord ni sa peine ni son courage. Mais ici, près du port, sous les yeux d'une foule oisive, plus curieuse, assurément, qu'émue, n'était-ce pas horrible de voir ces hommes en perdition ? Et c'était-elle qui avait appelé Tracy !... Que ne souffrirait-elle pas, s'il ne devait jamais revenir !

— Lina, fit-elle à voix basse en serrant le bras de son amie, ils sont en grand péril ! Et ce sont de braves marins.

— Des héros obscurs ! répondit Mlle Lemartroy, en répondant à son étreinte.

— Comme on les aime, n'est-ce pas ? même sans les connaître !

— Ce sont nos frères ! répondit tout bas la fille du commandant ; meilleurs que nous !

Elles échangèrent un regard où toute l'ardeur de leurs généreuses natures se transformait en une brèche de larmes.

Un « Ah ! » prolongé, quoique contenu, sortit de toutes les poitrines. Le canot, lourdement chargé, tournait l'écueil. Le vent s'engouffrait dans la voile, inclinant l'embarcation à la faire croquer dix fois noyée. Elle avançait pourtant assez vite ; une animation joyeuse, un peu fébrile, courait dans les groupes. Avec l'aide des lunettes, on s'efforçait de compter les têtes qui la rempissaient, et l'on ne pouvait se mettre d'accord, quoique la distance diminuât rapidement.

Tout à coup une rafale épouvante courut sur les flots, arrachant l'embarcation des vagues apaisées comme le plumet d'un chasseur éparpillé la plume du gibier ; le canot parut s'enfoncer dans la mer, et soudain la voile rouilla, arrachée à ses amares, s'envola dans les airs, pareille à un immense oiseau.

— Ils sont perdus ! cria faiblement Cécile.

Le canot reparaisait sur la crête d'une vague.

— Ils ont leurs rames, répondit Lina triomphalement.

(A suivre)

Le krach de Hérissau.

Hérissau, 17 novembre.
La *Schweizerische Stickereigesellschaft*, ancienne maison Steiger et C^e, a suspendu ses paiements. C'est un événement pour toute la Suisse orientale.
La maison Steiger, jadis très puissante et qui a fait plus qu'aucune autre pour le développement et la prospérité de l'industrie de la broderie, s'était transformée, il y a quelques années, au pinacle de sa puissance, en société anonyme. Dès lors, la crise est venue; la société a lutté le plus courageusement possible. Elle a fini par succomber.
Pour Hérissau, c'est un désastre. Des centaines de familles vivaient de la fabrique et lui doivent non seulement leur existence, mais l'aisance et la prospérité.

NOUVELLES DES CANTONS

ZURICH. — On nous écrit :

« Le Grand Conseil a voté 350,000 fr. pour les victimes de la grêle et du gel. Il a renvoyé avec recommandation au Conseil d'Etat une motion visant la création d'une assurance contre la grêle.
« La collecte à domicile faite dans la ville de Zurich a produit 33,000 fr.; une partie de cette somme sera envoyée aux incendiés de Meiringen, Rebstein et des Grisons. »

BERNE. — Au Grand Conseil, dans la discussion de la loi sur l'enseignement primaire, M. Follet, député du Jura, a demandé la suppression de l'article qui exclut de l'enseignement les membres des ordres religieux.

M. Dancourt a proposé éventuellement le renvoi à la commission et au gouvernement, disant que les catholiques rejetteraient la loi si l'article était adopté.

M. Durrenmatt a demandé qu'on étendît l'exclusion à tous les membres de sociétés secrètes, en particulier aux francs-maçons.

MM. Gobat et Ritschard, conseillers d'Etat, pensent qu'on peut faire ici une concession. M. Gobat a proposé de supprimer l'interdiction; en revanche, il a repoussé la proposition Durrenmatt. M. Ritschard a appuyé le renvoi et s'est déclaré pour la suppression.

A la votation, le Grand Conseil a renvoyé l'article, à une grande majorité.

— Depuis jeudi soir, le fohn souffle de nouveau à Meyringen avec une rare impétuosité, si bien que les parois des maisons tremblent et craquent. Encore sous le coup du sinistre qui a détruit la plus grande partie de leur village, les habitants ne dorment guère. On se fera une idée de la violence du fohn en sachant que, vendredi, des incendies qui s'en allaient prendre leur ration de soupe quotidienne à l'hôtel du Sauvage ont été jetés à terre; des enfants ont dû se coucher sur le sol pour ne pas être emportés.

Le gouvernement va soumettre au Grand Conseil une loi sur la police du feu et le fohn.

— Le Conseil fédéral a alloué au canton de Berne une subvention de 40 0/0 des dépenses réelles pour les travaux complémentaires à la correction de la Simme entre Oberried et la Lenk (devis, 30,000 francs).

LUCERNE. — La gare de Sursee a expédié 329 wagons de fruits, pommes, poires et pruneaux. En calculant la valeur moyenne du wagon à 800 francs, cela représente pour la contrée une recette de 253,000 francs.

SAINT-GALL. — Le boucher Krapf arrêté à Rebstein comme auteur de l'incendie qui a détruit ce beau village, a avoué son crime.

VALAIS. — On nous écrit :

« Une forte secousse de tremblement de terre a été ressentie samedi soir 14 novembre, à 6 heures, à Vissoie, val d'Anniviers, et lundi une seconde plus faible a eu lieu à Sierre, à 10 heures 27 minutes du soir. »

VALAIS. — Le Grand Conseil s'est réuni lundi en session ordinaire d'hiver. Le président, M. de Chastanay, a rappelé en paroles émus le souvenir de plusieurs collègues décédés depuis la session de mai, MM. Seiler, Gaspoz, Derivaz, Dumoulin. Puis il a signalé le vide sensible laissé par M. Clausen, juge fédéral, vide comensé pourtant par l'honneur qui réjaillit sur l'élu et sur son canton tout entier du fait de cette nomination.

La *Nouvelle Gazette du Valais* annonce qu'une motion va être soumise au Grand Conseil, tendant à réviser la constitution pour la suppression des suppléments au Grand Conseil, ou la réduction du nombre des députés à un représentant sur 1500 âmes de population.

TESSIN. — On a découvert de nouvelles fresques de prix dans l'église de Sainte-Marie-aux-anges, de Lugano. Les connaisseurs les attribuent à Bramantino.

Dans une rixe, un Italien a été tué, hier, par ses compatriotes, à Cresciano (district de la Riviera), puis son cadavre a été jeté dans le fleuve.

Le nombre des signatures recueillies contre les tramways électriques est, jusqu'ici, de 15 à Locarno et 86 à Lugano. Beaucoup de citoyens retirent les signatures déjà données.

NEUCHÂTEL. — Hier, à Neuchâtel, un vieillard qui, selon une habitude contractée de longue date, était allé, à 5 heures du matin, chercher un café d'eau à la fontaine, a été trouvé mort, assis sur l'escalier de la maison qu'il habitait à la rue Saint-Honoré.

Nous avons été, hier et avant-hier, dit le *National*, de nouveau sous l'influence du fohn, qui a soufflé, annonce-t-on, avec force ces jours sur le versant nord des Alpes. Le temps est assez doux, malgré la couche de neige qui, d'ailleurs, disparaît rapidement. Dimanche soir, des lueurs bruyantes ainsi que des éclairs se succédaient dans un ciel brumeux. La chute de nombreux petits bolides, déjà remarquée samedi soir et d'ailleurs prévue, était sans doute pour quelque chose dans ces phénomènes. Remarquons, du reste, que la pluie a été bienfaisante dans nos montagnes; elle a alimenté pour l'hiver les citernes qui une longue période de beau temps avait plus ou moins épuisées. En tout cas, rarement on a vu un début d'hiver aussi dément.

GENÈVE. — A propos du testament du prince Napoléon, on lit dans le *Journal de Genève* :

« La vérité est que le département genevois de justice et police avait, de son propre mouvement et sans qu'aucune demande lui en ait été faite, adressé la copie du testament du prince au procureur-général fédéral, M. Scher, sous prétexte que ce document pouvait avoir quelque importance au point de vue de la police des étrangers. »

Nous venons de relire le testament et nous nous demandons par quelle singulière inspiration le département de justice et police a cru devoir envoyer au ministère public fédéral un acte purement privé et qui ne présente pour la police politique suisse aucun intérêt quelconque. »

Un groupe de jeunes artistes a organisé une exposition des beaux-arts qui s'ouvrira à la salle de l'Institut, le jeudi 19 novembre, à 10 heures du matin pour les invités, et à 1 heure et demie de l'après-midi pour le public. Les lettres d'invitation sont signées, au nom du comité, par MM. D. Ily, artiste-peintre et L. Duchosal, homme de lettres.

— On a fait courir le bruit que M. Didier n'accepterait pas son élection au Conseil d'Etat pour permettre à M. Vautier de rentrer dans ce corps, puis que M. Didier donnerait sa démission s'il était désigné pour diriger le département de justice et police. Renseignements pris à bonne source, M. Didier n'a nullement l'intention de refuser son élection, et quoiqu'il préfère qu'un département autre que celui de justice et police lui soit attribué, il ne se retirera pas, même s'il était placé par ses nouveaux collègues à la tête de ce département.

CANTON DE VAUD

GRAND CONSEIL

Séance du 17 novembre.

TRANSFORMATION DE LA RUE DU PRÉ

M. Léon Perret rapporte sur le projet de décret autorisant la commune de Lausanne à exproprier éventuellement, par voie d'estimation juridique, les terrains nécessaires à la transformation des rues du Pré et du Flon.

Nous avons exposé, dans notre numéro d'hier, l'état de la question.

La commission propose l'adoption du décret. A son avis, la mission du Grand Conseil consiste à prononcer si l'entreprise projetée revêt un caractère d'utilité publique suffisant pour que le droit d'expropriation lui soit accordé, ou si, ce caractère lui faisant défaut, le droit d'expropriation doit être refusé.

A l'unanimité, la commission se prononce pour l'affirmative, estimant que le but poursuivi par la commune de Lausanne, avec le concours financier d'une société privée, constitue une amélioration à laquelle la ville dans son entier est intéressée. Il s'agit de continuer la transformation du vieux Lausanne dans la vallée du Flon, transformation commencée il y a un quart de siècle par la percée de la rue Centrale, reliant la place de Pépinière à la place du Pont. Les rues du Pré et du Flon sont habitées par une population très dense, payant très cher des appartements déplorables. Par la réalisation du projet, ces anciennes maisons, privées d'air et de lumière, formant des rues étroites et tortueuses, seront remplacées par des bâtiments construits sur un plan d'ensemble, avec tous les perfectionnements hygiéniques et de confort que la civilisation a apporté en matière de construction d'habitation. C'est là un réel progrès et incontestablement une œuvre d'utilité publique. Il faut mentionner aussi le redressement du lit du Flon qui diminuera le danger que les inondations du cours de ce lit ont fait courir, en 1889, à la population du quartier.

Quant à la possibilité d'étendre le droit d'expropriation aux excédents de terrain après les entreprises pour le domaine public, excédents qui deviendraient la propriété d'une société privée, il paraît hors de doute à la commission que le Grand Conseil doit se ranger à l'opinion des juristes consultés à cet égard. Refuser ce droit, ou plutôt cette extension du droit d'expropriation tel qu'il a été pratiqué jusqu'à ce jour, serait non seulement rendre impossibles des transformations nécessaires dans les villes qui se développent, mais encore priver les autorités communales de la coopération féconde de l'initiative privée.

La commission a aussi constaté que les autorités communales de Lausanne se sont préoccupées des moyens de fournir des logements à la nombreuse population du quartier pour le cas où elle serait forcée de quitter les maisons qu'elle habite. Des conditions spéciales seront imposées à cet égard à la Société financière au moment des pourparlers définitifs.

M. Cuenoud, syndic de Lausanne, attire l'attention du Grand Conseil sur l'importance du projet qui lui est présenté. Il ne faut pas qu'il y ait surprise; on doit savoir exactement jusqu'où on va et à quoi on s'engage.

Le décret constitue une extension du droit d'expropriation tel qu'il a été appliqué jusqu'ici. La commune de Lausanne demande à acquérir non seulement le terrain nécessaire à la création de nouvelles rues, mais le terrain sur lequel on édifiera des maisons qui borderont ces rues. C'est la première fois que la question se pose dans notre pays et c'est pourquoi le Conseil d'Etat a cru devoir en saisir le Grand Conseil.

D'autres cantons sont plus avancés que nous à cet égard, Berne et Zurich, notamment. Ces cantons possèdent une législation spéciale qui règle les expropriations dans les grands centres; on a reconnu que c'était le seul moyen de permettre aux villes de se développer normalement, suivant des plans d'ensemble, et non au hasard. La ville de Lausanne prépare pour elle-même un règlement sur la police des constructions, qu'elle espère soumettre bientôt au Grand Conseil. Mais ce règlement n'est pas encore prêt et en attendant une entreprise spéciale a surgi et exige des mesures ad hoc. Le Grand Conseil a à examiner aujourd'hui si cette entreprise est bien d'intérêt public et si elle mérite d'être encouragée. Le Conseil d'Etat et la commission ont déjà répondu affirmativement, comme le conseil communal de Lausanne; M. Cuenoud espère que les députés feront de même.

Du reste la question reviendra devant le Grand Conseil. L'expropriation à laquelle on demande de pouvoir procéder n'est qu'éventuelle; pour qu'elle devienne définitive, une nouvelle intervention de l'autorité législative sera nécessaire.

M. Emile Favre fait remarquer que l'article 1^{er} du décret ne parle que de terrains à exproprier; il vaudrait mieux employer le terme d'immeubles afin qu'il n'y ait pas d'équivoque.

Avec cette modification de détail, le décret est adopté sans opposition.

CURE D'ORON-LA-VILLE

Sur le rapport de M. Mayon, le Grand Conseil ratifie une convention conclue entre l'Etat et la commune d'Oron-la-Ville pour la construction d'une nouvelle cure dans ce village. La cure actuelle est en fort mauvais état; il faudrait dépenser 12,000 francs au moins pour la réparer; de plus elle est mal située. Par la convention dont la ratification est demandée, la commune d'Oron s'engage à acheter ce bâtiment pour 16,000 francs et à fournir gratuitement à l'Etat un terrain pour la construction d'une nouvelle cure. Ainsi avec 5000 francs de plus on aura un bâtiment neuf, bien construit et bien aménagé, et dans une situation saine, agréable et tranquille, à proximité de l'église.

La convention est ratifiée.

L'Etat devra revenir devant le Grand Conseil avec les plans de la nouvelle cure et une demande de crédits.

PÉTITION SUR LES ENCHÈRES PUBLIQUES

M. William Chabrière de Sévry rapporte sur une pétition de Mont-le-Grand relative aux enchères publiques. Les pétitionnaires voudraient empêcher qu'on ait aux enchères des immeubles, non pour les vendre réellement, disent-ils, mais pour en connaître la valeur vénale. Selon eux, une vente aux enchères qui a atteint le prix fixé par le vendeur est un quasi-contrat qui doit être exécuté.

Passant sur les faits d'ordre privé qui ont motivé la pétition et sur les insinuations malveillantes que celle-ci renferme à l'égard d'un membre de l'assemblée, la commission ne s'est occupée que du fond de la question. Il lui paraît que le principe doit être

examiné et que personne mieux que le Conseil d'Etat ne peut faire cette étude. Elle propose le renvoi de la pétition au Conseil d'Etat pour examen. — Adopté sans discussion.

LOI SUR LES DROITS RÉELS

Une loi qui n'a pas de chance, c'est la loi sur l'inscription des droits réels immobiliers. Lorsqu'elle fut votée, en 1882, M. John Berny, conseiller d'Etat, qui en avait fait sa chose, assurait qu'en deux ans elle pourrait être intégralement appliquée. Des lors beaucoup d'eau a passé sous les ponts et un petit nombre de communes seulement vivent sous le régime de la loi nouvelle. On s'est aperçu que sa mise en vigueur était plus difficile et surtout beaucoup plus coûteuse qu'on ne l'avait cru. Après plusieurs ajournements, le Conseil d'Etat en propose encore un nouveau. Il s'agit de suspendre l'ouverture des nouveaux registres prescrits par la loi, dans 34 communes dont les plans et cadastres n'ont pas encore été révisés. Du train dont on va, il faudra un quart de siècle pour que la loi soit appliquée dans le canton tout entier.

M. Bornand, rapporteur, est très favorable au projet. Il veut même lui donner une tournure plus catégorique. Le projet dit : « Le Conseil d'Etat est autorisé à suspendre l'ouverture des nouveaux registres dans les communes... etc. » La commission propose de dire : « L'ouverture des nouveaux registres est suspendue dans les communes, etc. » La commission propose en outre de faire supporter à l'Etat la moitié des frais de l'enquête préliminaire qui aurait dû être suivie de l'ouverture des registres.

M. Décoppet, conseiller d'Etat, se déclarant d'accord, la loi est votée en premier débat avec les deux amendements de la commission.

RUE DE LA CATHÉDRALE

Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil un crédit de 30,000 francs, à prélever sur les capitaux de l'Etat, pour acheter de Mme Zimmermann-Rieben les deux maisons n^{os} 4 et 5 de la rue de la Cathédrale, à Lausanne.

On se souvient que les maisons n^{os} 1 et 2, de cette même rue, se sont effondrées une nuit de mois d'avril, elles appartenant à l'Etat. Cet effondrement a fortement endommagé la maison n^o 3, et l'Etat a dû payer de ce chef 7600 fr. de dommages à la propriétaire; récemment, il a acquis le sol de la maison pour 2000 fr. Avec l'achat des maisons n^{os} 4 et 5 il tendra la rue toute entière et pourra l'assainir d'une façon définitive.

M. Vincent Dufour rapporte favorablement, et le crédit est accordé sans opposition.

NATURALISATIONS

Sur le rapport de M. Jules Glandon, député de Valloires, qui siège pour la dernière fois au Grand Conseil, on vote dix décrets de naturalisation en faveur des personnes suivantes :

Jean-Alfred Willaredt, Guillaume-Nicolas Willaredt, Georges-Ernest Willaredt, tous trois à Montreux; Léon Gouraud, Constance Gouraud et leurs quatre enfants mineurs, à Lausanne; Rodolphe Menzel, chapelain, à Prangins; François-Auguste Girod, Marguerite Beck, Clara Schopfer, Hugo Schopfer, tous à Vevey.

SECONDS DÉBATS

Sont adoptés en second débat et définitivement : le décret autorisant la vente de parcelles de terrain dépendant de la cure de Gryon;

le décret relatif à la gratuité des fournitures scolaires;

le décret créant un poste d'adjoint chef du bureau des fournitures scolaires au département de l'instruction publique et des cultes;

le décret constituant l'entreprise fluviale de la correction des eaux de Charnex;

le budget et la loi d'impôt de 1892.

A propos de la loi d'impôt, M. Décoppet, conseiller d'Etat, donne quelques détails sur l'enquête à laquelle se sont livrés les préfets sur le nombre des vélosépistes et des pianos que renferme le canton. M. Décoppet affirme que cette enquête était toute théorique et qu'on n'avait en vue aucune aggravation des charges du contribuable.

D'après l'enquête des préfets, il existe dans le canton 760 vélosépistes et 4272 pianos.

Le nombre des vélosépistes est très inférieur à celui qu'on attendait; on avait parlé de 2000 à 3000. Le nombre des pianos, en revanche, est considérable, et si l'arrivant un jour, dit le chef du département des finances, que le budget fut fortement déséquilibré, on pourrait peut-être songer à cette ressource.

IMPOSITIONS COMMUNALES

Après nouvel examen, la commission à laquelle on a renvoyé les projets d'impôts de la commune du Chenit se range à l'avis de M. Burnier et propose de supprimer l'impôt sur les bois, qui a fait l'objet d'une longue discussion dans une précédente séance.

Personne ne prenant la défense de cet impôt, il est définitivement supprimé.

Le reste du projet est adopté sans modifications.

La commune de Pully est autorisée à percevoir pour une nouvelle période de deux ans son impôt communal actuel. La commune aurait voulu le modifier sur deux points : diminuer les droits de mutation et porter l'impôt sur les chiens à 60 francs pour les chiens dits de luxe et à 20 francs pour les autres. La commission, d'accord avec le Conseil d'Etat, s'oppose à ces modifications. Le Grand Conseil est, du même avis.

RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS

Le second débat de la loi sur la répression des contraventions en matière administrative avait été suspendu pour permettre à la commission de se livrer à un travail de coordination indispensable.

Il est repris. De nouveaux amendements surgissent et compliquent encore la rédaction d'articles déjà suffisamment entortillés. Le projet devra être encore revu avant le troisième débat au point de vue de la forme.

REVISION DE LA LOI SANITAIRE

Le Grand Conseil reprend également le second débat sur la revision de la loi sanitaire, interrompu pour laisser à la commission le temps d'examiner la proposition de M. Buchet. L'honorable député d'Etoy, on s'en souvient, avait proposé que l'Etat prit à sa charge les frais d'excoaration et d'entassement du gros bétail abattu ensuite de maladie.

La commission, dont M. Bossert est rapporteur, s'est rangée à cette proposition; mais elle voudrait que ces frais fussent supportés d'abord par les revenus de la caisse de réserve pour les temps d'épidémies, et en cas d'insuffisance par la caisse de l'Etat. Elle propose, dans ce but, de nouvelles rédactions des articles 131 et 169 de la loi de 1886.

Ces rédactions, un peu hâtivement faites sans doute, mettent un instant le Grand Conseil en gaîté. Il y est question, entre autres, des « frais d'excoaration, d'entassement et de transport des équarrisseurs ». (1) M. Cuenoud signale l'équivoque et pense que la com-

(1) A comparer avec le décret de 1882 sur le pontage d'Orbe (Recueil des lois, tome XXIX, page 422).

(2) Les ambassadeurs et députés, tant des Etats suisses que des Etats et des Princes étrangers;

(3) Les militaires en activité de service et portant l'uniforme du corps auquel ils appartiennent.

mission fera bien de revoir son œuvre avant le troisième débat.

La séance est levée à midi et demi.

Dans sa séance de ce matin, le Grand Conseil a autorisé l'achat d'immeubles pour le dégagement de la cure de Nyon; il a voté des crédits supplémentaires pour une somme totale de 34,306 fr. au département des travaux publics; il a renvoyé au Conseil d'Etat avec recommandation une pétition demandant que les pièces de bétail mortes du charbon soient assimilées à celles qui sont abattues par ordre des autorités et payées comme telles. Puis il a adopté d'urgence en second et en troisième débat diverses lois et divers décrets.

La session est close.

Affaire Burke.

L'affaire Burke, si impatiemment attendue, et qui s'est jugée hier après-midi, à Vevey, n'a pas présenté l'intérêt que le public en attendait.

La cause en est, tout d'abord, à l'absence de la prévenue, que l'on eût été curieux de voir; puis, au fait qu'elle n'avait, par conséquent, pas de défenseur; d'où manque absolu de plaidoiries.

Après lecture des plaintes portées par le commissaire de police Isoz et par M. Chessex, propriétaire de l'hôtel de la Gare, à Montreux, les plaignants et les témoins sont entendus.

Ils ne nous apprennent rien que nous ne connaissions déjà et que nous n'ayons publié en temps opportun. Passons-les donc rapidement en revue :

M. Isoz, agent de police, donne le récit des deux soufflets qu'il a reçus et de l'appréhension de Mme Burke.

M. D.-L. Chessex raconte la scène tout au long : l'entrée de Mme B. dans la chambre de M. Bates, l'ami de son mari; l'ordre transmis à la femme de chambre de la faire sortir, étant donnée l'absence de M. Bates; le refus de Mme B.; l'intervention de M. Chessex, de sa femme, de l'agent de police, souffletés à tour de rôle, et du transfert — sur ordre de M. le syndic — de Mme Burke dans la geôle de Montreux.

Mme Chessex constate que le soufflet reçu a été si violent que M. Bertholet, médecin, constata le lendemain un gonflement de la joue et de l'oreille ayant provoqué une surdité momentanée.

M. Bertholet, médecin, confirme cette assertion. Il a même signé une déclaration constatant le fait.

Mme Suzette Giroud, lingère, a assisté à une partie de la scène et entendu les fameuses paroles, confirmées par les témoins ci-dessus : « Vous n'êtes que des sales Suisses... ils sont tous sâouls et moi aussi ! » etc., etc.

Mlle Rose Chapot, femme de chambre, répète ce que M. et Mme Chessex ont déclaré.

Mlle Caroline Francey, concierge du collège de Montreux, où se trouve la geôle, a vu Mme B. passer ses bras et ses jambes par une ouverture située à 2 m. 70 au-dessus du sol.

M. L. Ruchet, employé de chemin de fer, enfin, reconnaît avoir prêté main-forte à l'agent Isoz pour incarcérer Mme B.

Tous, plaignants et témoins, s'accordent à reconnaître que l'accusée était très surexcitée, comme folle.

M. le procureur-général Decoppet a la parole pour l'acte d'accusation.

Il reconnaît que le tribunal est souvent appelé à juger des actes tels que ceux reprochés à Mme Burke (violation de domicile, injures et voies de fait sur la personne d'agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions), mais qu'ils ne sont généralement commis que par des ivrognes. Il s'agit aujourd'hui d'une femme qui se dit de la meilleure société.

M. le procureur-général insiste spécialement sur le discrédit que cette affaire a jeté sur notre pays, grâce aux bruits amplifiés qu'on fait passer, aux yeux des étrangers, tous nos agents de police pour grossiers, et notre population pour sauvage. Cette question a déjà été fort heureusement tranchée au point de vue de la réputation de notre pays, par le Conseil fédéral; mais il s'agit encore de donner un exemple sévère à ceux qui s'en jouent si aisément.

Ici, M. le procureur-général retrace les faits, en appuyant sur ce point qu'aucune critique ne peut être adressée, soit à M. Isoz, soit à M. et Mme Chessex, en particulier à M. Isoz, qui a accompli son devoir avec une patience digne d'éloges.

Les faits reprochés à l'accusée ressortent, à son dire, des articles 120, 124, et plus spécialement de l'article 64 du code pénal, qui prévoit dans les cas semblables une peine d'emprisonnement de 3 ans au maximum et de 15 jours au minimum.

Il conclut en demandant que Mme Burke soit condamnée à 30 jours d'emprisonnement, 200 francs d'indemnité au garde-pole Isoz, et à tous les frais.

Après délibération, le Tribunal prononce cette condamnation.

YVERDON. — Le *Peuple* dit que la question du nouveau bâtiment des postes d'Yverdon a fait un pas en avant. MM. Hohn, directeur général des postes, et Flückiger, ingénieur en chef des travaux publics de la Confédération, accompagnés de M. Delessert, directeur des postes du II^e arrondissement, ont inspecté, vendredi, les divers emplacements proposés. L'emplacement qui paraît avoir des chances est celui qu'occupent actuellement les bâtiments de la cure et celui des postes, qui appartiennent tous deux à l'Etat de Vaud.

LAUSANNE

Société académique. — On nous prie de rappeler que la Société académique aura son assemblée générale annuelle après-demain vendredi, à 5 heures, à l'hôtel de ville. Les personnes qui s'intéressent à l'enseignement supérieur dans notre canton et qui n'auraient pas eu l'occasion de lui donner leur adhésion, sont vivement engagées à se rendre à cette séance.

Université. — Le cours public de M. le ministre Narbel sur l'histoire des missions modernes commencera vendredi 20 novembre, à 4 heures (Université).

CHRONIQUE AGRICOLE

Engrais pour la vigne.

Le laboratoire de chimie de l'Institut agricole du canton de Vaud nous fait, en date du 14 novembre, la communication suivante :

A la suite de la réclamation bruyante faite par quelques journaux français, entr'autres le *Figaro* (supplément littéraire du 10 octobre), aux essais de M. Georges Ville et à sa formule d'engrais pour la vigne, de nombreuses demandes de renseignements nous sont parvenues à ce sujet.

Par menu détail, on entend les vœux, moutons, chèvres et porcs.

3. Sont dispensés de payer le pontonage :

a) Les ambassadeurs et députés, tant des Etats suisses que des Etats et des Princes étrangers;

b) Les militaires en activité de service et portant l'uniforme du corps auquel ils appartiennent.

Nous publierons dans la *Chronique agricole* de décembre quelques résultats d'essais entrepris avec la formule G. Ville. En attendant, nous croyons de notre devoir de porter les faits suivants à la connaissance du public qu'ils intéressent :

1^{er} Dans les essais que nous connaissons, le carbonate de potasse préconisé par M. G. Ville n'a pas donné des résultats qui soient en rapport avec le prix très élevé de cet engrais. Son action est généralement comparable à celle du sulfate de potasse, engrais dans lequel la potasse est moins chère de moitié.

2^o Employé comme matière première, le carbonate de potasse est d'une manipulation peu commode et difficile à répartir uniformément, ce qui est cependant la condition essentielle de l'efficacité d'un engrais.

3^o Si on incorpore le carbonate de potasse à un superphosphate, comme l'indique la formule G. Ville, il est décomposé par l'acide sulfurique et l'acide phosphorique, avec dégagement de gaz acide carbonique et formation de sulfate et phosphate de potasse. En même temps, la majeure partie de l'acide phosphorique du superphosphate est rétrogradée et devient insoluble. Le carbonate de potasse est donc incompatible avec les superphosphates, et, en réalité, dans un engrais préparé selon la formule G. Ville, la potasse n'est plus à l'état de carbonate, mais à celui de sulfate et de phosphate.

Les viticulteurs jugeront s'il est à leur avantage de faire préparer un engrais composé extrêmement coûteux avec du carbonate de potasse quand ils peuvent obtenir les mêmes dosages de potasse et d'acide phosphorique, sous les mêmes formes de combinaison, avec une dépense de moitié plus faible.

Bulletin sanitaire du bétail.

Du 1^{er} au 15 novembre 1891.

Charbon sang de rate : Orny, 1 tête périée.
Fièvre aphteuse : Aubonne, 3 cas; Montherod, 4.
Rouget du porc : Bellver, 1 cas; Lussy, 3; Vuillens-le-Château, 4; Moudon, 4; Juriens, 3; Ecoteaux, 3; Mont, 2; Blonay, 3; Châtellard, 2; Corsier, 2.

Amendes prononcées :

Aigle : 1 de 5 fr. pour introduction d'un poulain sans certificat.

Pays-d'Enhaut : 1 de 5 fr. contre un inspecteur pour avoir délivré un certificat incomplètement rempli.

Rolle : 1 de 5 fr. pour remise tardive d'un certificat d'hivernage.

Vevey : 1 de 10 et 1 de 5 fr. pour dépôts tardifs de certificats.

NOS SOUSCRIPTIONS

Pour Selamissott. — Liste précédente, fr. 1214 75. — Mme et M. de Reuterskiold, 30. — Total, fr. 1244

Salle du Musée Industriel.
Jeudi 19 novembre, à 5 h. du soir
5^{ME} CAUSERIE LITTÉRAIRE
par M. Aug. André, prof.
Romans de H. Malot, H. Gréville,
P. Maël.

Cartes en vente dans les librairies Payot, Rouge et Tarin. 6077

Temple de St-François
Vendredi 27 novembre 1891,
à 8 h. du soir.

GRAND CONCERT
donné par
L'UNION CHORALE
DE LAUSANNE
avec le concours de
Mme Clara SCHULZ, cantatrice,
M. Charles ROMIEUX, basse
chantante, et de l'orchestre
de la Ville et de Beau-Rivage,
renforcé d'artistes et d'amateurs,
sous la direction de M. Ch. Troyon.
Prix des places: Numérotées 2 fr.
Non numérotées 1 fr.
Les billets sont en vente chez
M. Tarin, pour les places numérotées,
et chez MM. Dubois, Tarin,
Fotisch, Spiess et Schreiber pour
les autres places.
Il ne sera pas vendu de billets
à l'entrée du temple. 6088

MISSION INTÉRIEURE
LAUSANNOISE
La réunion annuelle des
amis de cette œuvre aura lieu le
vendredi 20 novembre, à 8 heures
du soir, dans la Chapelle du
Valentin. 6093
Le Comité de la Société lausannoise
de secours par le travail, donnera
à cette occasion un compte-rendu
de son organisation.

VENTE
en faveur d'une Chapelle allemande
à Morges.

6079. Pour faciliter la construction
d'une Chapelle allemande, une
vente aura lieu, D. V., mercredi
2 décembre, dans les salles
du Casino de Morges. Les
salles de cette œuvre seront
cette fois avec reconnaissance par
M^{mes} Curdoh, Isenhardt, Kaufmann,
Muri-Cart, de Perrot, Rehberg,
Wysling, à Morges, de Senarclens,
à Rolle, et Hector Warnery,
à St-Prex, et la vente est recommandée
à l'intérêt sympathique du public.

6076. Un grand nombre de personnes
étant venues s'enquérir
auprès de moi quant à la véracité
de certains rapports qui jetaient
un doute sur le caractère moral et
l'influence de l'Armée du Salut, je
tiens à certifier ici, pour la tranquillité
de ceux qui désireraient
des informations à l'avenir, ne
pas avoir eu un seul cas dans la
Maison, qui pourrait atteindre la
réputation de la dite armée.

Louise ZINGRE
Sage-femme
MATERNITÉ, le 29 octobre
1891.
Viend de paraître:
Le Messager Boiteux
DE BERNE & VEVEY
POUR 1892
(185^{me} année)
Se vend dans les principales
papeteries. 6026
Lortscher & fils, éditeurs,
VEVEY

LEYSIN
PENSION DU CHALET
La plus ancienne et la plus
abritée. Maison chauffée. Bonne
cuisine. Prix modérés.
S'adresser à la propriétaire,
5753 **Mlle Cullaz.**

ETAT-CIVIL DE LAUSANNE
MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE
Hermann-Charles Schön et Rosette Hostettler, née
Ruchti. — Natalie-Joseph-Jean Canetta et Marie-Océline
Premand. — Claude Sage et Rose-Alexandrine Sue. —
Guérin Gaydon et Marie-Louise Bron. — Charles-
François-Marc-Auguste Secretan et Alice-Mary Vannod.
— Théophile Blanc et Jenny-Henriette Bataillard.
NAISSANCES INSCHES DANS LA SEMAINE
Le 5 novembre, Marguerite-Bertha Corsat, de Pully.
— Elisabeth-Charlotte Ruffly, de Lutry et Cully.
— Henri-Gustave Honegger, de Chaux-de-Fonds.
— Marguerite-Jeanne Durand, de Ste-Croix. — Julia-Lina
Durand, de Villeneuve-le-Château et Chigny. — Le 8, Louis
Eugène Rochat, de Croy. — Robert-Achille Bradbeck,
Bâle. — Philippe-Paul Rochat, de l'Abbaye et du Lieu.
— Le 11, Charlotte-Louise Tornare, Fribourgeoise.
— Henriette-Charlotte Noverraz, de Cully et Lutry.
— Constant Aigroz, de Combremont-le-Petit. — Le 12,
Hortense-Violette Tzand, de Bottons. — François
Dentan, de Lutry. — Charles-Frédéric Kautner, Alle-
mand. — Jean-Jules Bédard, Français. — Le 13, André
Lambert, de Forel (Lavaux).

Chemins de fer de l'Est
France, Suisse et Italie (par le St-Gothard).
Les voyageurs peuvent se rendre de Paris à Milan
par trains directs et rapides, via Troyes, Belfort, Bâle,
Lucerne (les 4 canons), et le St-Gothard (la Majesté,
de Lugano et de Côme).
La durée du trajet est d'environ 20 heures.
A Milan, les voyageurs trouvent des correspondances
pour toute l'Italie.
NOTA. — Provisoirement et jusqu'à nouvel avis, le
trajet entre Belfort et Bâle s'effectue par l'itinéraire de
Petit-Croix-Mulhouse, sans supplément de prix et sans
passageport.
Pour tous autres renseignements, consulter les affiches,
les indicateurs et s'adresser aux gares.

Première maison suisse
D'EXPORTATION
CENTRALHOF, Zurich

GETTINGER & C^O, ZURICH

Pour cause de changements dans notre maison, nous organisons une

= LIQUIDATION RÉELLE ET COMPLÈTE =

de nos immenses magasins. Par exemple, nous indiquons quelques-uns de nos nombreux articles, et nous rendons particulièrement attentifs aux prix extraordinairement bas :

| | Prix par 1/2 aune. | Par mètre. | | Prix par 1/2 aune. | Par mètre. |
|---|--------------------|------------|---|--------------------|------------|
| Double largeur : Draps de dames en qualités solides..... | à Fr. 0 45 | Fr. 0 75 | Foulard alsacien, et étoffe lavable, impression solide..... | » 0 20 | » 0 35 |
| » » Draps cotés..... | » 0 75 | » 1 25 | Madapolam et Zéphir d'Alsace, en qualité excellente..... | » 0 27 | » 0 45 |
| Pure laine, double largeur : Rayé fantaisie..... | » 0 85 | » 1 45 | Qualité extra-prima, réellement solides et nouvelles..... | » 0 39 | » 0 65 |
| » » Carreaux fantaisie..... | » 0 85 | » 1 45 | | | |
| » » Drap foulé..... | » 0 75 | » 1 25 | | | |
| » » Rayé et Carreaux foulé..... | » 0 75 | » 1 25 | | | |
| » » Cachemires, et Mérinos..... | » 0 85 | » 1 05 | | | |
| » » Nouveautés en noir..... | » 0 65 | » 1 45 | | | |
| Mousseline-laine, étoffes pour bals et soirées..... | » 0 85 | » 1 45 | | | |
| Jupons et étoffes moirées, en meilleure qualité..... | » 0 45 | » 0 75 | | | |
| Flanelle Oxford, en qualité excellente..... | » 0 40 | » 0 65 | | | |
| Garnitures assorties, en soie, velours et peluche..... | » 1 65 | » 2 75 | | | |
| Toile de coton, blanche et écru, largeur 80 à 180 cm..... | » 0 47 | » 0 28 | | | |

Prière de bien vouloir se rendre compte des avantages offerts, en demandant les échantillons à

CENTRALHOF

GETTINGER & C^O

ZURICH

Première maison suisse d'Exportation

P. S. — Envoi à domicile, par retour du courrier, des échantillons de tissus en toutes qualités, pour dames, messieurs et garçons.

MONITEUR SUISSE DES TIRAGES FINANCIERS

édité par J. Dind & Cie, ancienne maison J. Guillemin, 4, rue Pépinière, à
Lausanne. Succursale à Lutry.
Journal paraissant 2 fois par mois, contenant les tirages de toutes les
valeurs à lots et des titres les plus connus dans le pays.
Cote des obligations à primes, avec date des tirages, prix d'achat et
de vente.
Abonnement pour la Suisse: six mois, fr. 2.—, un an, fr. 3.50; pour
la France: six mois, fr. 2.50, un an, fr. 4.50.
Nous exécutons pour le compte de nos clients les opérations suivantes:
Achat et vente de fonds publics, encaissement de coupons et titres
remboursables, recouvrements, change. Vente de lots par à comptes,
etc., le tout aux conditions les plus modiques. 601778-6078

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

Les abonnements à cette revue partant du commencement de
chaque trimestre, peuvent être pris à dater d'octobre.

PRIX DE L'ABONNEMENT

| | Un an. | Six mois. |
|--------------------|---------------|-----------|
| SUISSE..... | 20 fr. 11 fr. | |
| UNION POSTALE..... | 25 fr. 14 fr. | |

ON S'ABONNE

LAUSANNE (Suisse), Bureau de la Bibliothèque universelle,
rue Grand-St-Jean 2, et chez les principaux libraires de tous
pays. En Suisse, en Allemagne et en Autriche, aussi auprès de
tous les bureaux de poste. 5818

SCHNEIDER
noires, garanties à l'usage et soieries couleurs de tous
genres. — Echantillons franco. n°155x-6080
Fabrique de soieries réunies
ADOLF GRIEDER & Cie, ZURICH

Pour anémiques
de haute importance
pour personnes affaiblies et délicates rien
de meilleur que la cure du véritable
Cognac Golliez ferrugineux

17 ans de succès en attestent l'efficacité incontestable contre
les pâles couleurs, l'anémie, la faiblesse des nerfs,
les mauvaises digestions, la faiblesse générale ou
locale, le manque d'appétit, les maux de cœur,
la migraine etc.
Beaucoup plus digeste que toutes les pré-
parations analogues, sans attaquer les dents.
Le Cognac Golliez a été récompensé par 7 Diplômes
d'honneur et 14 médailles. Seul primé en 1889 à Paris,
Cologne et Gand. Relevez les contre-façons et exigez dans
les pharmacies le véritable Cognac Golliez de Frédo Golliez
à Mortal avec la marque des Deux palmiers. — En Flacons
de 2 fr. 50 et 5 fr.

Dans toutes les pharmacies et drogueries. n°1165x-715

Hôtel Beau-Site et du Belvédère.

Belles salles pour banquets. Repas de noces, soirées, bals, etc., etc.
Cuisine et vins excellents. Service prompt et soigné. 3769
Henry LEIBFRIED, propriétaire.

Horaires des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports
de la côte suisse
(Pour le service complet, voir les horaires.)

| Départ de | Mat. | Mat. | Mat. | Mat. | Mat. | Soir | Soir | Soir |
|------------|-------|------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Genève | — | — | 8 40 | 10 45 | 14 45 | 2 45 | 4 45 | — |
| Nyon | — | — | 9 35 | 12 35 | — | — | 5 45 | — |
| Rolle | — | — | 10 10 | 13 10 | — | — | 6 20 | — |
| Thonon | 6 40 | — | — | — | 1 35 | 4 40 | — | — |
| Evian | 7 15 | 9 10 | 11 30 | — | — | — | — | — |
| Morges | — | — | — | 1 25 | — | — | — | — |
| Ouchy-L. | 7 35 | 9 45 | 12 15 | — | 2 50 | — | — | — |
| Vevey | 9 35 | — | — | — | — | — | — | — |
| Clarens | 9 35 | — | — | — | — | — | — | — |
| Montreux | 10 10 | — | — | — | — | — | — | — |
| Chillon | 10 40 | — | — | — | — | — | — | — |
| Villeneuve | 10 40 | — | — | — | — | — | — | — |
| Bouveret | 10 45 | — | — | — | — | — | — | — |
| Evian D. | 7 15 | 9 40 | — | — | 11 30 | — | 2 40 | 5 20 |
| Ouchy A. | 7 35 | 9 45 | — | — | 12 15 | — | 2 50 | 6 00 |

| Départ de | Mat. | Mat. | Mat. | Mat. | Jour | Soir | Soir | Soir |
|------------|------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|
| Bonveret | — | — | — | 8 30 | 12 30 | — | 2 45 | 4 45 |
| Villeneuve | — | — | — | 9 10 | 12 35 | — | 3 10 | — |
| Chillon | — | — | — | 9 30 | 12 35 | — | 3 30 | — |
| Montreux | — | — | — | 9 35 | 12 45 | — | 3 35 | — |
| Clarens | — | — | — | 9 40 | 12 50 | — | 3 40 | — |
| Vevey | — | — | — | 9 45 | 1 05 | — | 3 45 | — |
| Ouchy-L. | — | 7 15 | 10 45 | 11 15 | 2 35 | 3 45 | — | 4 50 |
| Evian | — | 7 35 | 10 50 | — | 2 55 | — | — | — |
| Thonon | 6 40 | — | — | — | — | — | — | — |
| Morges | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Rolle | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Nyon | 7 15 | — | — | — | — | — | — | — |
| Genève | 8 40 | 10 45 | 14 45 | 2 45 | — | — | — | — |
| Ouchy D. | 7 15 | 9 40 | — | — | — | 2 15 | 3 15 | 5 15 |
| Evian A. | 7 35 | 9 50 | — | — | — | 2 35 | 4 40 | 5 40 |

Chemin de fer de Lausanne à Ouchy.
Matin: 6.45 — 7 — 7.45 — 8 — 8.45 — 8.45 — 9 — 9.45 — 9.45
— 10 — 10.15 — 10.30 — 10.45 — 11 — 11.15 — 11.30 — 11.45 —
12 — 12.30.
Après-midi: 1.45 — 1.30 — 1.45 — 2 — 2.15 — 2.30 — 2.45 — 3
— 3.15 — 3.30 — 3.45 — 4 — 4.15 — 4.30 — 4.45 — 5 — 5.15 —
5.30 — 5.45 — 6 — 6.15 — 6.30 — 7.45 — 7.45.

MISES DE VINS

La Municipalité de Lausanne exposera en vente aux enchères
publiques:
Le mardi 1^{er} décembre prochain, à 2 heures après
midi, dans une des salles de l'Abbaye de Mont sur Rolle,
les vins de la récolte de 1891, provenant des domaines ci-après:

1. Abbaye de Mont.

Vin blanc, 6 vases, environ 24965 litres.
Vin rouge, 1 vase, 1410

2. Allaman.

Vin blanc, 2 vases, environ 8445 litres.
Vin rouge, 1 vase, 147

La dégustation de ces vins aura lieu le même jour, à 9 1/2 heures du
matin, à Allaman, et dès 1 heure après midi à l'Abbaye de Mont.

Le vendredi 4 décembre, à 10 heures du matin, dans
une des salles de l'Hôtel-de-Ville, à Lausanne, les vins
encavés ainsi qu'il suit:

1. Cave de la Grenette, à Lausanne.

Vin blanc, 7 vases, environ 20140 litres.

2. Cave du Fauxblanc, à Pully.

Vin blanc, 2 vases, Fauxblanc, environ 4895 litres.
Vin blanc, 1 vase, Boverettes, 1530

3. Cave du Burignon.

Vin blanc, 9 vases, environ 17825 litres.
Vin rouge, 1 vase, 470

4. Cave du Dézaley d'Oron.

Vin blanc, 9 vases, environ 21100 litres.
Vin rouge, 1 vase, 645

5. Cave du Dézaley de la Ville.

Vin blanc, 16 vases, environ 18650 litres.
Vin rouge, 1 vase, 595

La dégustation de ces vins aura lieu le mercredi 2 décembre, à 10
heures du matin, à la Grenette, pour la récolte de Lausanne, et à 3
heures après midi au Fauxblanc, à Pully, pour les récoltes du Faux-
blanc et des Boverettes; — le jeudi 3 dit, à 9 heures du matin, au Bu-
rignon; — à midi, au Dézaley d'Oron, et à 2 heures après midi, au
Dézaley de la Ville.

Il n'y aura pas d'échantillons déposés à la mise.
Deux cantons solvables devront être présentés immédiatement après
l'adjudication de chaque vase.

Lausanne, le 11 novembre 1891.
6069 **Direction des Domaines.**

A vendre à Chailly près Lausanne

la charmante
VILLA BON SÉJOUR

5759. Cette propriété, qui jouit d'une vue étendue, comprend 11
chambres, 2 mansardes, cuisine, nombreuses dépendances, jardin, pré
et champ, le tout d'une contenance de 37 ares 75 mètres (419 perches).
S'adresser, pour visiter l'immeuble et pour traiter, à M. F. Paquier,
notaire, rue de Bourg 8, Lausanne.

APPRENTI

6060. Une maison de gros, de
Berthoud, cherche un apprenti
muni de bons certificats d'école.
Occasion d'apprendre à fond la
tenue des livres en partie double
et la correspondance, en même
temps que la langue allemande.
S'adresser sous les initiales O. H.
3451, à MM. Orell Füssli & C^{ie},
à Berne.

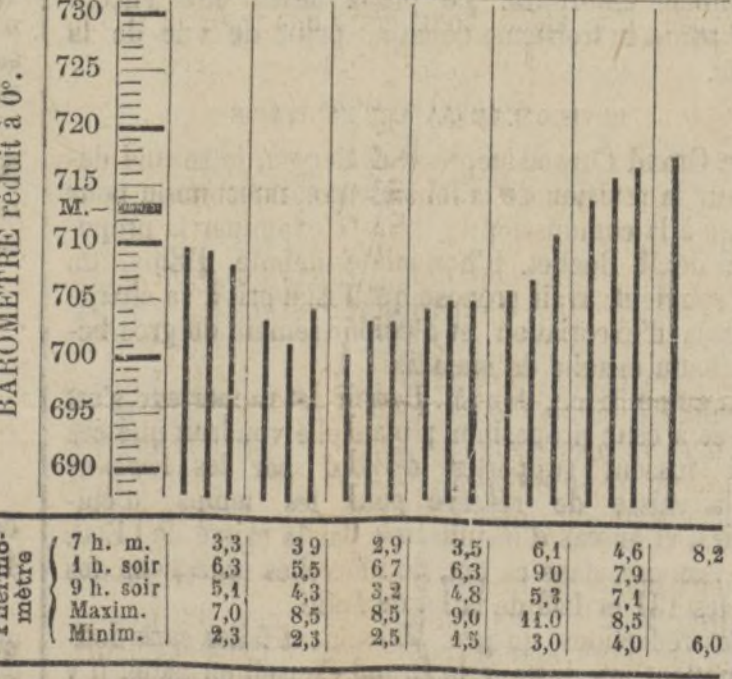
6085. Une demoiselle suisse,
diplômée, expérimentée, qui a
beaucoup voyagé, enseignant le
français, l'allemand, l'anglais, la
musique, etc., cherche situa-
tion comme
GOUVERNANTE
ou
DAME DE COMPAGNIE
dans une famille distinguée. Offr.
sous M. L., poste restante, Berne.

Observations météorologiques
DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-de-Vin: A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m.;
Long: 6°38' E; Lat: 46°31' N. — Barom.: 713; Therm.:
9°6; Haut. d'eau: 1°03.

Novembre moyenne: Baromètre 712.5. Thermomètre
4°5. Pluie 97°9.

Novembre 42 43 44 45 46 47 48



Pluie 7 h. m. 3.3 3.9 2.9 3.5 6.1 4.6 8.2
1 h. s. 6.3 5.5 6.7 6.3 9.0 7.9 7.1
9 h. s. 5.4 4.2 3.2 4.5 5.3 7.1 7.1
Maxim. 7.0 8.5 8.5 9.0 11.0 8.5 8.5
Minim. 2.3 2.3 2.5 4.5 3.0 4.0 6.0

Situation générale.
Hausse générale du baromètre au S.-O. de l'Europe,
dépressions sur le Danemark et sur l'Ecosse. — Temps
probable: nuageux, quelque pluie.

Librairie Delachaux & Niestlé
NEUCHÂTEL

Viend de paraître:
UN PEU PARTOUT

de Tolède à Grenade, par J.
de Chambrier, un vol. in-12, fr. 3.—

Non plus moi et pourtant moi.
2^{me} édition, un vol. in-12, fr. 1.50

Guerre ou Paix? Ténébres ou lumière
Une brochure in-12. fr. — 50

Krebs-Gygax
Schaffhouse

A chaque instant surgissent de nouveaux
Appareils de reproduction

Sous autant de noms divers, aussi rou-
tants que possible, ils promettent tous
de véritables miracles.

Comme un miroir apparaît la
Nouvelle invention,

pour disparaître tout aussi promptement.
Seul le véritable héliographe est devenu
le meilleur et le plus simple des appareils
de reproduction. Prospectus gratuits et for-
sur demande à Krebs-Gygax Schaffh.

MEDAILLE D'OR
l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT

SUCHARD
NEUCHÂTEL, Suisse.

MEDAILLE D'OR
Exposition universelle
Paris 1889.

5979. **RAISINS DE TABLE**
garantis d'Italie, 5 k., 3 fr.
80; 10 k., 7 fr. 40. **SALAMI**
de Milan, 1^{re} qual., 3 fr. 30;
2^{me} qual., 3 fr. 10 par kilo,
contre remboursement.
RIEDEL & MING, Lugano.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. **RAISINS DE TABLE**
garantis d'Italie, 5 k., 3 fr.
80; 10 k., 7 fr. 40. **SALAMI**
de Milan, 1^{re} qual., 3 fr. 30;
2^{me} qual., 3 fr. 10 par kilo,
contre remboursement.
RIEDEL & MING, Lugano.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.

6074. Une jeune institutrice
italienne, très bien recom-
mandée, connaissant à fond
la couture et la broderie, cherche
place analogue. S'adr. à l'In-
stitut catholique de Lau-
sanne.